



PRESIDEN  
REPUBLIK INDONESIA

PERATURAN PRESIDEN REPUBLIK INDONESIA  
NOMOR 41 TAHUN 2008  
TENTANG  
PENGESAHAN *POSTAL PAYMENT SERVICES AGREEMENT*  
(PERSETUJUAN LAYANAN PEMBAYARAN POS)  
DENGAN RAHMAT TUHAN YANG MAHA ESA  
PRESIDEN REPUBLIK INDONESIA,

- Menimbang : a. bahwa Pemerintah Republik Indonesia telah menandatangani *Postal Payment Services Agreement* (Peretujuan Layanan Pembayaran Pos) di Bucharest, Rumania, pada tanggal 5 Oktober 2004, sebagai hasil Kongres *Universal Postal Union* (Perhimpunan Pos Sedunia) ke-23;
- b. bahwa berdasarkan pertimbangan sebagaimana dimaksud dalam huruf a, perlu mengesahkan Persetujuan tersebut dengan Peraturan Presiden;
- Mengingat : 1. Pasal 4 ayat (1) dan Pasal 11 Undang-Undang Dasar Negara Republik Indonesia Tahun 1945;
2. Undang-Undang Nomor 6 Tahun 1984 tentang Pos (Lembaran Negara Republik Indonesia Tahun 1984 Nomor 28, Tambahan Lembaran Negara Republik Indonesia Nomor 3276);
3. Undang-Undang Nomor 24 Tahun 2000 tentang Perjanjian Internasional (Lembaran Negara Republik Indonesia Tahun 2000 Nomor 185, Tambahan Lembaran Negara Republik Indonesia Nomor 4012);

MEMUTUSKAN : . . .



PRESIDEN  
REPUBLIK INDONESIA

- 2 -

MEMUTUSKAN :

Menetapkan : PERATURAN PRESIDEN TENTANG PENGESAHAN *POSTAL PAYMENT SERVICES AGREEMENT* (PERSETUJUAN LAYANAN PEMBAYARAN POS).

Pasal 1

Mengesahkan *Postal Payment Services Agreement* (Persetujuan Layanan Pembayaran Pos) yang naskah aslinya dalam Bahasa Perancis dan terjemahannya dalam Bahasa Inggris dan Bahasa Indonesia sebagaimana terlampir dan merupakan bagian yang tidak terpisahkan dari Peraturan Presiden ini.

Pasal 2

Apabila terjadi perbedaan penafsiran antara naskah terjemahan Persetujuan dalam Bahasa Inggris dan Bahasa Indonesia dengan naskah aslinya dalam Bahasa Perancis sebagaimana dimaksud dalam Pasal 1, maka yang berlaku adalah naskah aslinya dalam Bahasa Perancis.

Pasal 3

Peraturan Presiden ini mulai berlaku pada tanggal ditetapkan.

Agar . . .



PRESIDEN  
REPUBLIK INDONESIA

- 3 -

Agar setiap orang mengetahuinya, memerintahkan pengundangan  
Peraturan Presiden ini dengan penempatannya dalam Lembaran Negara  
Republik Indonesia.

Ditetapkan di Jakarta  
pada tanggal 19 Juni 2008  
PRESIDEN REPUBLIK INDONESIA,  
ttd.  
DR. H. SUSILO BAMBANG YUDHOYONO

Diundangkan di Jakarta  
pada tanggal 19 Juni 2008  
MENTERI HUKUM DAN HAK ASASI MANUSIA  
REPUBLIK INDONESIA,  
ttd.  
ANDI MATTALATTA

LEMBARAN NEGARA REPUBLIK INDONESIA TAHUN 2008 NOMOR 87

Salinan sesuai dengan aslinya

Deputi Sekretaris Kabinet  
Bidang Hukum,



M. Iman Santoso

## Arrangement concernant les services de paiement de la poste

### Table des matières

#### Chapitre I

##### Dispositions préliminaires

1. Objet de l'Arrangement et produits visés

#### Chapitre II

##### Mandat de poste

###### Art.

2. Définition du produit
3. Dépôt des ordres
4. Taxes
5. Obligations de l'administration postale d'émission
6. Transmission des ordres
7. Traitement dans le pays de destination
8. Rémunération de l'administration postale payeuse
9. Obligations de l'administration postale payeuse

#### Chapitre III

##### Virement postal

10. Définition du produit
11. Dépôt des ordres
12. Taxes
13. Obligations de l'administration postale d'émission
14. Transmission des ordres
15. Traitement dans le pays de destination
16. Rémunération de l'administration postale payeuse
17. Obligations de l'administration postale payeuse

## Chapitre IV

### Comptes de liaison, comptes mensuels, réclamations, responsabilité

- 18. Relations financières entre les administrations postales participantes
- 19. Réclamations
- 20. Responsabilité

## Chapitre V

### Réseaux électroniques

- 21. Règles générales

## Chapitre VI

### Dispositions diverses

- 22. Demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger

## Chapitre VII

### Dispositions finales

- 23. Dispositions finales

## Arrangement concernant les services de paiement de la poste

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22.4 de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25.4 de ladite Constitution, arrêté l'Arrangement suivant.

### Chapitre I

#### Dispositions préliminaires

##### Article premier

##### Objet de l'Arrangement et produits visés

1. Le présent Arrangement régit l'ensemble des prestations postales visant au transfert de fonds. Les pays contractants conviennent d'un commun accord des produits du présent Arrangement qu'ils entendent instaurer dans leurs relations réciproques.
2. Des organismes non postaux peuvent participer, par l'intermédiaire de l'administration postale, du service des chèques postaux ou d'un organisme qui gère un réseau de transfert de fonds postaux, aux échanges régis par les dispositions du présent Arrangement. Il appartient à ces organismes de s'entendre avec l'administration postale de leur pays pour assurer la complète exécution de toutes les clauses de l'Arrangement et, dans le cadre de cette entente, pour exercer leurs droits et remplir leurs obligations en tant qu'administration postale définies par le présent Arrangement. L'administration postale leur sert d'intermédiaire dans leurs relations avec les administrations postales des autres pays contractants et avec le Bureau international. Au cas où une administration postale ne fournirait pas les services financiers décrits dans le présent Arrangement ou si la qualité de service ne correspond pas aux exigences de la clientèle, les administrations postales peuvent coopérer avec des organismes non postaux dans le pays considéré.
3. Les Pays-membres notifient au Bureau international, dans les six mois suivant la clôture du Congrès, le nom et l'adresse de l'organe gouvernemental chargé de superviser les services financiers postaux ainsi que le nom et l'adresse du ou des opérateurs désignés officiellement pour assurer les services financiers postaux et remplir les obligations découlant des Actes de l'Union sur leur territoire.
  - 3.1 Les Pays-membres notifient au Bureau international, dans les six mois suivant la clôture du Congrès, les coordonnées des personnes responsables de l'exploitation des services financiers postaux et du service des réclamations.

- 3.2 **Entre deux Congrès, tout changement concernant les organes gouvernementaux, les opérateurs et les personnes responsables désignés officiellement doit être notifié au Bureau international dans les meilleurs délais.**
4. Le présent Arrangement régit les produits de paiement postaux suivants:
- 4.1 les mandats de poste, y compris les mandats de remboursement;
- 4.2 les virements de compte à compte.
5. Les administrations postales intéressées peuvent fournir d'autres prestations régies par des accords bilatéraux ou multilatéraux.

## Chapitre II

### Mandat de poste

#### Article 2

##### Définition du produit

1. Mandat ordinaire
- 1.1 Le client donneur d'ordre remet des fonds au guichet d'un bureau de poste ou ordonne le débit de son compte et demande le paiement du montant intégral sans retenue aucune en numéraire au bénéficiaire.
2. Mandat de versement
- 2.1 Le client donneur d'ordre remet des fonds au guichet d'un bureau de poste et demande qu'ils soient versés intégralement et sans retenue sur le compte du bénéficiaire géré par une administration postale ou sur un compte géré par d'autres organismes financiers.
3. Mandat de remboursement
- 3.1 Le destinataire d'un «envoi contre remboursement» remet des fonds ou ordonne le débit de son compte et demande le paiement du montant intégral sans retenue aucune à l'expéditeur de l'«envoi contre remboursement».

#### Article 3

##### Dépôt des ordres

1. Sauf entente spéciale, le montant du mandat de poste est exprimé en monnaie du pays de destination.
2. L'administration postale d'émission fixe le taux de conversion de sa monnaie en celle du pays de destination.
3. Le montant maximal des mandats de poste est fixé bilatéralement.
4. L'administration postale d'émission a toute liberté pour définir les documents et les modalités de dépôt des mandats de poste. Si le mandat doit être transféré par courrier, seules doivent être utilisées les formules prévues au Règlement.

#### Article 4 Taxes

1. L'administration postale d'émission détermine librement les taxes à percevoir au moment de l'émission.
2. Les mandats de poste échangés, par l'intermédiaire d'un pays partie au présent Arrangement, entre un pays contractant et un pays non contractant peuvent être soumis, par une administration intermédiaire, à une taxe supplémentaire, déterminée par ce dernier en fonction des coûts générés par les opérations qu'il effectue, dont le montant est convenu entre les administrations postales concernées et prélevé sur le montant du mandat de poste; cette taxe peut toutefois être perçue sur l'expéditeur et attribuée à l'administration postale du pays intermédiaire si les administrations postales se sont mises d'accord à cet effet.
3. Sont exonérés de toutes taxes les documents, les titres et les ordres de paiement relatifs aux transferts de fonds postaux échangés entre les administrations postales par la voie postale, dans les conditions prévues aux articles RL 110 et 111.

#### Article 5 Obligations de l'administration postale d'émission

1. L'administration postale d'émission doit répondre aux normes de service stipulées dans le Règlement afin de fournir des services satisfaisants à la clientèle.

#### Article 6 Transmission des ordres

1. Les mandats de poste échangés le sont au moyen des réseaux électroniques établis par le Bureau international de l'UPU ou d'autres organismes.
2. Les échanges électroniques s'opèrent par envoi adressé directement au bureau de paiement ou à un bureau d'échange. La sécurité et la qualité des échanges doivent être garanties par les spécifications techniques relatives aux réseaux utilisés ou par un accord bilatéral entre les administrations postales.
3. Les administrations postales peuvent convenir d'échanger des mandats au moyen de formules sur papier, prévues par le Règlement, et expédiées en régime prioritaire.
4. Les administrations postales peuvent convenir d'utiliser d'autres moyens d'échange.

#### Article 7 Traitement dans le pays de destination

1. Le paiement des mandats de poste est effectué selon la réglementation du pays de destination.
2. En règle générale, la somme entière du mandat de poste doit être payée au bénéficiaire; des taxes facultatives peuvent être perçues si celui-ci demande des services spéciaux supplémentaires.
3. La validité des mandats de poste électroniques doit être fixée par des accords bilatéraux.
4. La validité des mandats de poste sur support papier s'étend, en règle générale, jusqu'à l'expiration du premier mois qui suit celui de la date d'émission.



5. Après le délai indiqué ci-dessus, un mandat de poste impayé doit être renvoyé immédiatement à l'administration postale d'émission.

#### Article 8

##### Rémunération de l'administration postale payeuse

1. Pour chaque mandat de poste payé, l'administration postale d'émission attribue à l'administration postale payeuse une rémunération dont le taux est fixé dans le Règlement.

2. Au lieu du taux forfaitaire prévu dans le Règlement, les administrations postales peuvent convenir de taux de rémunération différents.

3. Les transferts de fonds effectués en franchise de taxes ne donnent droit à aucune rémunération.

4. Lorsqu'il y a entente entre les administrations postales intéressées, les transferts de fonds de secours exemptés de taxes par l'administration postale d'émission peuvent être exonérés de rémunération.

#### Article 9

##### Obligations de l'administration postale payeuse

1. L'administration postale payeuse doit répondre aux normes de service stipulées dans le Règlement afin de fournir des services satisfaisants à la clientèle.

### Chapitre III

#### Virement postal

#### Article 10

##### Définition du produit

1. Le titulaire d'un compte postal demande, par débit de son compte, l'inscription d'un montant au crédit du compte du bénéficiaire tenu par l'administration postale, ou d'un autre compte, par l'intermédiaire de l'administration postale du pays de destination.

#### Article 11

##### Dépôt des ordres

1. Le montant du virement doit être exprimé dans la monnaie du pays de destination ou dans une autre monnaie, selon l'arrangement convenu entre les administrations postales d'émission et de réception.

2. L'administration postale d'émission fixe le taux de conversion de sa monnaie en celle dans laquelle est exprimé le montant du virement.

3. Le montant des virements est illimité, sauf décision prise par les administrations postales concernées.

4. L'administration postale d'émission a toute liberté pour définir les documents et les modalités d'émission des virements.

#### Article 12

##### Taxes

1. L'administration postale d'émission détermine librement la taxe à percevoir au moment de l'émission. A cette taxe principale, elle ajoute éventuellement les taxes afférentes à des services spéciaux rendus à l'expéditeur.
2. Les virements, effectués par l'intermédiaire d'un pays partie au présent Arrangement, entre un pays contractant et un pays non contractant peuvent être soumis, par l'administration intermédiaire, à une taxe supplémentaire. Le montant de cette taxe est convenu entre les administrations concernées et prélevé sur le montant du virement. Cette taxe peut toutefois être perçue sur l'expéditeur et attribuée à l'administration du pays intermédiaire si les administrations postales intéressés se sont mises d'accord à cet effet.
3. Sont exonérés de toutes taxes les documents, les titres et les ordres de paiement relatifs aux virements postaux effectués par la voie postale entre les administrations postales, dans les conditions prévues aux articles RL 110 et 111.

#### Article 13

##### Obligations de l'administration postale d'émission

1. L'administration postale d'émission doit répondre aux normes de service stipulées dans le Règlement afin de fournir des services satisfaisants à la clientèle.

#### Article 14

##### Transmission des ordres

1. Les virements doivent être effectués au moyen des réseaux électroniques établis par le Bureau international de l'UPU ou d'autres organismes, selon les spécifications techniques adoptées par les administrations intéressées.
2. La sécurité et la qualité des échanges doivent être garanties par les spécifications techniques relatives aux réseaux utilisés ou par un accord bilatéral entre les administrations postales émettrices et payeuses.
3. Les administrations postales peuvent convenir d'effectuer des virements au moyen de formules sur papier, prévues par le Règlement, et expédiées en régime prioritaire.
4. Les administrations postales peuvent convenir d'utiliser d'autres moyens d'échange.

#### Article 15

##### Traitement dans le pays de destination

1. Les virements arrivants doivent être traités selon la réglementation en vigueur dans le pays de destination.
2. En règle générale, les droits exigibles dans le pays de destination doivent être payés par le bénéficiaire; toutefois, cette taxe peut être perçue auprès de l'expéditeur et attribuée à l'administration postale du pays de destination, conformément à un accord bilatéral.

#### Article 16

##### Rémunération de l'administration postale payeuse

1. Pour chaque virement, l'administration postale payeuse peut demander le versement d'une taxe d'arrivée. Cette taxe peut être soit débitée du compte du bénéficiaire, soit prise en charge par l'administration postale émettrice par débit de son compte courant postal de liaison.
2. Les virements effectués en franchise de taxe ne donnent lieu à aucune rémunération.
3. Lorsqu'il y a entente entre les administrations postales intéressés, les virements de fonds de secours exemptés de taxes par l'administration postale émettrice peuvent être exonérés de rémunération.

#### Article 17

##### Obligations de l'administration postale payeuse

1. L'administration postale payeuse doit répondre aux normes de service stipulées dans le Règlement afin de fournir des services satisfaisants à la clientèle.

### Chapitre IV

#### Comptes de liaison, comptes mensuels, réclamations, responsabilité

#### Article 18

##### Relations financières entre les administrations postales participantes

1. Les administrations postales conviennent entre elles des moyens techniques à utiliser pour régler leurs créances.
2. Comptes de liaison
  - 2.1 **En règle générale, lorsque** les administrations postales disposent d'une institution de chèques postaux, chacune d'elles se fait ouvrir, à son nom auprès de l'administration correspondante, un compte de liaison au moyen duquel sont liquidées les dettes et les créances réciproques résultant des échanges effectués au titre du service des virements et des mandats de poste et de toutes les autres opérations que les administrations postales conviendraient de régler par ce moyen.
  - 2.2 Lorsque l'administration postale **du pays** de destination ne dispose pas d'un système de chèques postaux, le compte de liaison peut être ouvert auprès d'une autre administration.
  - 2.3 Les administrations postales peuvent convenir de régler leurs échanges financiers par l'intermédiaire d'administrations désignées par un accord multilatéral.
  - 2.4 En cas de découvert sur un compte de liaison, les sommes dues sont productrices d'intérêts, dont le taux est fixé dans le Règlement.
  - 2.5 Un compte de liaison présentant un solde créditeur doit pouvoir être producteur d'intérêts.
3. Comptes mensuels
  - 3.1 En l'absence de compte de liaison, chaque administration postale payeuse établit, pour chaque administration postale d'émission, un compte mensuel des sommes payées pour

les mandats de poste. Les comptes mensuels sont incorporés, périodiquement, dans un compte général qui donne lieu à la détermination d'un solde.

3.2 Le règlement des comptes peut aussi avoir lieu sur la base des comptes mensuels, sans compensation.

4. Il ne peut être porté atteinte par aucune mesure unilatérale telle que moratoire, interdiction de transfert, etc., aux dispositions du présent article ni à celles du Règlement qui en découlent.

#### Article 19

##### Réclamations

1. Les réclamations sont admises dans le délai de six mois à compter du lendemain du jour du dépôt d'un mandat de poste ou de l'exécution d'un virement.

2. Les administrations postales ont le droit de percevoir sur leurs clients une taxe de réclamation pour les mandats de poste ou les virements.

#### Article 20

##### Responsabilité

1. Principe et étendue de la responsabilité

1.1 L'administration postale est responsable des sommes versées au guichet ou portées au débit du compte du tireur jusqu'au moment où le mandat a été régulièrement payé ou le compte du bénéficiaire a été crédité.

1.2 L'administration postale est responsable des indications erronées qu'elle a fournies et qui ont entraîné soit un non-paiement, soit des erreurs dans l'exécution du transfert de fonds. La responsabilité s'étend aux erreurs de conversion et aux erreurs de transmission.

1.3 L'administration postale est dégagée de toute responsabilité:

1.3.1 en cas de retard qui peut se produire dans la transmission, l'expédition ou le paiement des titres et des ordres;

1.3.2 lorsque, par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure, elle ne peut rendre compte de l'exécution d'un transfert de fonds, à moins que la preuve de sa responsabilité n'ait été autrement administrée;

1.3.3 lorsque l'expéditeur n'a formulé aucune réclamation dans le délai prévu à l'article 19;

1.3.4 lorsque le délai de prescription des mandats dans le pays d'émission s'est écoulé.

1.4 En cas de remboursement, quelle qu'en soit la cause, la somme remboursée à l'expéditeur ne peut dépasser celle qu'il a versée ou qui a été débitée de son compte.

1.5 Les administrations postales peuvent convenir entre elles d'appliquer des conditions plus étendues de responsabilité adaptées aux besoins de leurs services intérieurs.

1.6 Les conditions de l'application du principe de la responsabilité, et notamment les questions de la détermination de la responsabilité, le paiement des sommes dues, les recours, le délai de paiement et les dispositions relatives au remboursement à l'administration intervenante, sont celles prescrites dans le Règlement.

## Chapitre V

### Réseaux électroniques

#### Article 21

##### Règles générales

1. Pour la transmission des ordres de paiement par voie électronique, les administrations postales utilisent le réseau de l'UPU ou tout autre réseau permettant d'effectuer des virements de manière rapide, fiable et sûre.
2. Les services financiers électroniques de l'UPU sont réglementés entre les administrations postales sur la base d'accords bilatéraux. Les règles générales de fonctionnement des services financiers électroniques de l'UPU sont soumises aux dispositions appropriées des Actes de l'Union.

## Chapitre VI

### Dispositions diverses

#### Article 22

##### Demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger

1. Lors de l'ouverture à l'étranger d'un compte courant postal ou d'un autre type de compte, ou lorsqu'une demande est faite pour obtenir un produit financier à l'étranger, les organismes postaux des pays parties au présent Arrangement conviennent de fournir une assistance sur l'utilisation des produits considérés.
2. Les parties peuvent s'entendre bilatéralement sur l'assistance qu'elles peuvent se prêter mutuellement sur la procédure détaillée à suivre et conviennent des frais relatifs à la fourniture d'une telle assistance.

## Chapitre VII

### Dispositions finales

#### Article 23

##### Dispositions finales

1. La Convention est applicable, le cas échéant, par analogie, en tout ce qui n'est pas expressément réglé par le présent Arrangement.
2. L'article 4 de la Constitution n'est pas applicable au présent Arrangement.
3. Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement.

- 3.1 Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Arrangement doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votants **ayant le droit de vote** et qui sont parties à l'Arrangement. La moitié au moins de ces Pays-membres représentés au Congrès **et ayant le droit de vote** doivent être présents au moment du vote.
- 3.2 Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement de cet Arrangement doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil d'exploitation postale qui sont parties à l'Arrangement **et ayant le droit de vote**.
- 3.3 Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement doivent réunir:
  - 3.3.1 les deux tiers des suffrages, la moitié au moins des Pays-membres parties à l'Arrangement **et ayant le droit de vote** ayant **participé au suffrage**, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions;
  - 3.3.2 la majorité des suffrages, la moitié au moins des Pays-membres parties à l'Arrangement **et ayant le droit de vote** ayant **participé au suffrage**, s'il s'agit de modifications aux dispositions du présent Arrangement;
  - 3.3.3 la majorité des suffrages s'il s'agit de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement.
- 3.4 Nonobstant les dispositions prévues sous 3.3.1, tout Pays-membre dont la législation nationale est encore incompatible avec l'addition proposée a la faculté de faire une déclaration écrite au Directeur général du Bureau international indiquant qu'il ne lui est pas possible d'accepter cette addition, dans les quatre-vingt-dix jours à compter de la date de notification de celle-ci.
4. Le présent Arrangement sera mis à exécution le **1<sup>er</sup> janvier 2006** et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des pays contractants ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le **Bureau international de l'Union postale universelle**.

Fait à **Bucarest**, le **5 octobre 2004**

Voir les signatures ci-après.

Copie certifiée conforme à l'original.

Berne, le **01** JUIL. 2005



Le Directeur général  
du Bureau international,

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Edouard Dayan".

Edouard DAYAN

# PERSETUJUAN LAYANAN PEMBAYARAN POS

Yang bertandatangan di bawah ini, para wakil berkuasa penuh Pemerintah negara-negara anggota Perhimpunan, dengan memperhatikan Konstitusi Perhimpunan Pos Sedunia pasal 22.4, yang dibuat di Wina pada tanggal 10 Juli 1964, dengan suara bulat dan dengan memenuhi syarat-syarat yang ditentukan dalam Konstitusi pasal 25.4, telah menetapkan Persetujuan berikut.

## Bab I

### Ketentuan Pendahuluan

#### Pasal 1

Maksud Persetujuan dan produk-produk yang bertalian

1. Persetujuan ini mengatur seluruh pelayanan pos bagi pengiriman dana. Negara-negara pihak bersepakat terhadap produk-produk yang disebutkan dalam Persetujuan ini yang mereka inginkan untuk diselenggarakan dalam hubungan timbal balik mereka.
2. Organisasi-organisasi bukan organisasi pos dapat turut serta melalui administrasi pos, layanan giro atau organisasi yang mengoperasikan jaringan pengiriman uang pos dalam pertukaran yang diatur oleh ketentuan-ketentuan Persetujuan ini. Organisasi-organisasi tersebut mengadakan kesepakatan dengan administrasi pos negara mereka untuk menjamin pelaksanaan secara penuh semua ketentuan Persetujuan dan dalam rangka kesepakatan tersebut menggunakan hak serta melaksanakan kewajiban mereka sama halnya seperti administrasi pos sebagaimana yang ditentukan dalam Persetujuan ini. Administrasi pos bertindak sebagai perantara dalam hubungan mereka dengan para administrasi pos negara-negara peserta lainnya dan dengan Biro Internasional. Apabila suatu administrasi pos tidak menyelenggarakan layanan keuangan sebagaimana ditetapkan dalam Persetujuan ini, atau apabila mutu pelayanan tidak sesuai dengan kebutuhan pelanggan, para administrasi pos dapat bekerjasama dengan organisasi-organisasi bukan organisasi pos di negara tersebut.
3. Negara-negara anggota wajib memberitahukan kepada Biro Internasional, dalam jangka waktu enam bulan setelah berakhirnya Kongres, nama dan alamat badan pemerintahan yang bertanggung jawab mengawasi layanan pembayaran pos dan nama serta alamat operator atau para operator yang secara resmi ditunjuk untuk menyelenggarakan layanan pembayaran pos dan memenuhi kewajiban-kewajiban yang timbul dari Peraturan-peraturan Perhimpunan di wilayah mereka.



- 3.1 Negara-negara anggota harus memberitahukan kepada Biro Internasional, dalam jangka waktu enam bulan setelah berakhirnya Kongres, identitas lengkap orang yang bertanggungjawab atas layanan pembayaran pos dan pelayanan pengaduan.
- 3.2 Perubahan-perubahan yang terjadi di antara Kongres-kongres mengenai badan pemerintahan dan para operator yang ditunjuk secara resmi untuk menyelenggarakan layanan pembayaran pos serta orang-orang yang bertanggungjawab, wajib diberitahukan kepada Biro Internasional sesegera mungkin.
- 4 Produk-produk pembayaran Pos berikut diatur dalam Persetujuan ini :
  - 4.1 wesel pos termasuk wesel pos tebusan
  - 4.2 pemindahbukuan antar rekening
- 5 layanan-layanan lain dapat diberikan berdasarkan perjanjian-perjanjian bilateral atau multilateral antara atau antar para administrasi pos yang bersangkutan.

## Bab II

### Wesel pos

#### Pasal 2

#### Definisi produk

1. Wesel pos biasa
  - 1.1 Pengirim menyetorkan dana di loket suatu kantor pos atau memerintahkan rekening gironya didebet dan meminta pembayaran dengan jumlah penuh tanpa pengurangan kepada penerima tunai.
2. Wesel Giro
  - 2.1 Pengirim menyetorkan dana di suatu loket kantor pos dan meminta disetorkan tanpa pengurangan ke dalam rekening penerima yang dikelola oleh administrasi pos atau ke suatu rekening yang dikelola oleh organisasi-organisasi keuangan lainnya.
3. Wesel pos tebusan
  - 3.1 Penerima "kiriman pos tebusan" menyerahkan dana atau memerintahkan rekening gironya untuk didebet dan meminta pembayaran dengan jumlah

penuh tanpa potongan kepada pengirim "kiriman pos tebusan" tersebut.

### Pasal 3

#### Pengiriman wesel

1. Dalam hal tidak ada persetujuan khusus, besar uang wesel pos dinyatakan dalam mata uang negara tujuan.
2. Administrasi pos penerbit wajib menetapkan kurs konversi mata uangnya ke dalam mata uang negara tujuan.
3. Besar maksimum uang wesel pos ditetapkan secara bilateral.
4. Administrasi pos penerbit sepenuhnya bebas menentukan dokumen-dokumen serta tatacara pengiriman uang melalui wesel pos. Apabila wesel pos dikirimkan melalui kiriman pos, hanya formulir-formulir yang ditetapkan dalam Peraturan yang wajib digunakan.

### Pasal 4

#### Bea

1. Administrasi pos penerbit wajib secara bebas menetapkan bea-bea yang dipungut pada waktu penerbitan.
2. Wesel pos yang dipertukarkan antara suatu negara pihak dan negara bukan pihak, melalui perantaraan suatu negara yang menjadi pihak pada Persetujuan ini, dapat dikenakan bea tambahan oleh administrasi pos perantara yang ditentukannya berdasarkan biaya-biaya yang dikeluarkan untuk pelaksanaan operasional tersebut; besar bea ini wajib disepakati antara administrasi pos yang bersangkutan dan dikurangkan dari besar uang wesel pos. Namun demikian, bea ini dapat dipungut dari pengirim dan dialokasikan untuk administrasi pos negara perantara apabila administrasi yang bersangkutan sudah menyetujui demikian.
3. Dokumen, instrumen dan perintah-perintah pembayaran yang berkenaan dengan pemindahbukuan dana pos yang dipertukarkan melalui pos antara administrasi pos berdasarkan syarat-syarat yang dimuat dalam pasal-pasal RL 110 dan RL 111 wajib dibebaskan dari segala bea.

## Pasal 5

### Kewajiban administrasi pos penerbit

1. Administrasi pos penerbit wajib memenuhi standar pelayanan yang sebagaimana ditetapkan dalam Peraturan untuk memberikan pelayanan yang memuaskan kepada para pelanggan.

## Pasal 6

### Transmisi wesel

1. Pertukaran wesel wajib dilakukan melalui sarana jaringan elektronik sebagaimana ditetapkan oleh Biro Internasional UPU atau oleh organisasi-organisasi lain.
2. Pertukaran elektronik wajib dilakukan dengan pengiriman secara langsung kepada kantor bayar atau kepada kantor tukar. Keamanan dan kualitas pertukaran tersebut harus dijamin, baik dengan spesifikasi teknis jaringan yang digunakan; atau dengan perjanjian bilateral antara para administrasi pos.
3. Para administrasi pos boleh bersepakat untuk mempertukarkan wesel pos dengan mempergunakan formulir-formulir ditetapkan dalam Peraturan dan dikirim sebagai kiriman prioritas.
4. Para administrasi pos boleh bersepakat untuk mempergunakan sarana pertukaran lainnya

## Pasal 7

### Penanganan dinegara tujuan

1. Wesel pos wajib dibayarkan menurut peraturan dinegara tujuan
2. Sebagai aturan umum, seluruh besar uang wesel pos dibayarkan kepada penerima bea-bea tambahan dapat dipungut jika penerima meminta pelayanan khusus tambahan.
3. Masa laku wesel pos elektronik ditetapkan menurut persetujuan bilateral.
4. Sebagai aturan umum, masa laku wesel pos bukan elektronik berlangsung paling lambat hingga akhir bulan pertama setelah bulan penerbitan wesel

5. Setelah jangka waktu diatas, wesel pos yang tidak dapat dibayarkan harus segera dikembalikan kepada administrasi pos penerbit.

#### Pasal 8

Imbalan bagi administrasi pos bayar

1. Untuk setiap wesel pos yang dibayarkan, administrasi pos bayar imbalan, yang tarifnya ditetapkan dalam Peraturan.
2. Daripada menggunakan tarif flat seperti ditetapkan dalam Peraturan, para administrasi pos dapat bersepakat menggunakan tarif imbalan yang lain
3. Tidak ada imbalan bagi pengiriman dana yang bebas bea.
4. Apabila administrasi-administrasi yang bersangkutan sepakat, maka pengiriman dana bantuan yang dibebaskan dari bea oleh administrasi pos penerbit dapat dibebaskan dari pemberian imbalan

#### Pasal 9

Kewajiban administrasi pos bayar

1. Administrasi pos bayar harus memenuhi standar pelayanan yang ditentukan dalam Peraturan guna memberikan pelayanan yang memuaskan kepada para pelanggan

#### Bab III

Pemindahbukuan (uang) pos

#### Pasal 10

Definisi produk

1. Pemegang rekening giro pos meminta agar sejumlah besar uang didebit dari rekeningnya dan dikreditkan ke rekening penerima yang dikelola oleh administrasi pos atau rekening lain melalui administrasi pos negara tujuan.

#### Pasal 11

Pengiriman wesel giro

1. Besar uang pemindahbukuan dinyatakan dalam mata uang negara tujuan atau dalam mata uang lainnya menurut perjanjian antara administrasi pos penerbit dan administrasi pos penerima
2. Administrasi pos penerbit wesel menetapkan kurs konversi mata uangnya kedalam mata uang yang dinyatakan dalam pemindahbukuan
3. Besar uang yang dipindahbukukan tidak terbatas kecuali administrasi-administrasi pos yang bersangkutan yang menetapkan lain
4. Administrasi pos penerbit wesel sepenuhnya bebas menentukan naskah-naskah serta tata cara pemindahbukuan

## Pasal 12

### Bea-bea

1. Administrasi pos penerbit bebas menentukan bea-bea yang dipungut pada waktu penerbitan wesel. Selain bea pokok, administrasi tersebut menambahkan bea-bea yang bertalian dengan pelayanan-pelayanan khusus untuk kepentingan pengirim.
2. Pemindahbukuan dana yang dipertukarkan antara peserta dan bukan peserta dengan perantara negara peserta Persetujuan ini boleh dikenakan oleh administrasi perantara suatu bea tambahan. Besar uang bea ini disepakati antara administrasi-administrasi yang bersangkutan dan dikurangi dari besar uang yang dipindahbukukan. Akan tetapi, bea ini boleh dipungut dari pengirim dan diberikan kepada administrasi perantara jika administrasi-administrasi yang bersangkutan menyetujui pengaturan yang demikian itu.
3. Dokumen, instrumen dan perintah pembayaran yang berkenaan dengan pemindahbukuan uang pos yang dipertukarkan antara para administrasi pos melalui pos berdasarkan syarat-syarat yang dimuat dalam pasal-pasal RL 110 dan 111 dibebaskan dari segala bea.

## Pasal 13

### Kewajiban administrasi pos Penerbit

1. Administrasi pos penerbit harus memenuhi standar pelayanan yang ditentukan dalam Peraturan guna memberikan pelayanan yang memuaskan kepada para pelanggan.

## Pasal 14

### Penyaluran wesel giro

1. Pemindahbukuan dilaksanakan melalui jaringan elektronik yang disediakan oleh Biro Internasional UPU atau oleh organisasi-organisasi lainnya, berdasarkan spesifikasi teknis yang diterima oleh para administrasi yang bersangkutan.
2. Keamanan dan kualitas pertukaran harus dijamin, baik karena adanya spesifikasi teknis jaringan yang dipakai, ataupun karena adanya persetujuan bilateral antara administrasi pos penerbit dan administrasi pos bayar.
3. Para administrasi pos boleh bersepakat untuk mempertukarkan pemindahbukuan dengan mempergunakan formulir-formulir seperti ditetapkan dalam Peraturan dan dikirim sebagai kiriman prioritas.
4. Para administrasi pos boleh bersepakat untuk mempergunakan sarana pertukaran lainnya.

## Pasal 15

### Penanganan di negara tujuan

1. Pemindahbukuan yang masuk ditangani menurut peraturan di negara tujuan.
2. Sebagai aturan umum, bea-bea di negara tujuan dibayar oleh penerima; akan tetapi, bea ini dapat dipungut dari pengirim dan diberikan kepada administrasi pos tujuan, menurut persetujuan bilateral.

## Pasal 16

### Imbalan bagi administrasi pos bayar

1. Untuk setiap pemindahbukuan, administrasi pos bayar boleh meminta pembayaran untuk bea penerimaan. Bea ini dapat didebitkan pada rekening penerima atau diurus oleh administrasi pos penerbit dengan mendebit rekening giro penghubungnya.
2. Tidak ada imbalan bagi pemindahbukuan dana yang bebas bea.
3. Apabila administrasi-administrasi pos yang bersangkutan sepakat, maka pengiriman dana bantuan yang dibebaskan dari bea oleh administrasi pos penerbit dapat dibebaskan dari pemberian imbalan.

## Pasal 17

### Kewajiban administrasi pos bayar

1. Administrasi pos bayar harus memenuhi standar pelayanan yang ditentukan dalam Peraturan guna memberikan pelayanan yang memuaskan kepada para pelanggan

## Bab IV

### Rekening Giro Penghubung, perhitungan bulanan, pengaduan, tanggung jawab

## Pasal 18

### Hubungan keuangan antara administrasi pos peserta

1. Para administrasi pos bersepakat satu dengan lainnya mengenai cara-cara teknis yang akan dipergunakan untuk menyelesaikan hutang-hutang mereka.
2. Rekening giro penghubung
  - 2.1 **Sebagai aturan umum**, apabila administrasi pos mempunyai lembaga giro, masing-masing administrasi pos membuka rekening giro penghubung atas namanya pada administrasi yang berhubungan yang dengan rekening tersebut diselesaikan hutang-hutang dan tuntutan-tuntutan masing-masing pihak yang berasal dari pertukaran yang dilakukan melalui pelayanan-pelayanan pemindahbukuan dan wesel pos dan operasi-operasi lainnya yang disepakati oleh para administrasi pos untuk diselesaikan melalui sarana ini.
  - 2.2 Bila administrasi pos **negara** tujuan tidak memiliki sistem giro, rekening giro penghubung dapat dibuka pada administrasi pos lainnya.
  - 2.3 Para administrasi pos dapat bersepakat untuk menyelesaikan pertukaran keuangan mereka melalui administrasi-administrasi yang ditunjuk dengan persetujuan multilateral
  - 2.4 Jika rekening giro penghubung tertarik melebihi saldo yang ada, maka atas jumlah yang terhutang, dikenakan bunga menurut tarif yang ditetapkan dalam Peraturan.
  - 2.5 Bunga yang dihasilkan atas saldo rekening giro penghubung yang terhutang

diperbolehkan.

3. Perhitungan bulanan

3.1 Dalam hal tidak adanya rekening giro penghubung, setiap administrasi pos bayar menyiapkan bagi masing-masing administrasi pos penerbit suatu perhitungan bulanan yang menunjukkan jumlah-jumlah yang telah dibayarkan untuk wesel pos. Perhitungan bulanan itu dimasukkan secara periodik ke dalam perhitungan umum kompensasi hutang-piutang yang akan menghasilkan penetapan saldo.

3.2 Penyelesaian perhitungan dapat pula dilakukan berdasarkan perhitungan-perhitungan bulanan, tanpa perhitungan kompensasi hutang-piutang.

4. Tidak dibenarkan mengambil tindakan sepihak, seperti penangguhan pembayaran hutang, pelarangan pemindahbukuan dan lain sebagainya., yang melanggar ketentuan-ketentuan pasal ini dan ketentuan-ketentuan Peraturan yang bersangkutan.

Pasal 19

Pengaduan

1. Pengaduan harus ditangani dalam jangka waktu enam bulan Sejak hari setelah hari pengiriman wesel pos atau setelah hari pemindahbukuan dilakukan.

2. Para administrasi pos berhak memungut dari para pelanggan, bea-bea berkenaan dengan pengaduan mengenai wesel pos dan pemindahbukuan.

Pasal 20

Tanggung jawab

1. Prinsip dan luasnya tanggung jawab.

1.1 Administrasi pos bertanggung jawab atas jumlah-jumlah yang disetorkan di loket atau yang didebitir atas rekening pembayar sampai pada saat wesel pos telah dibayarkan kepada yang berhak sebagaimana mestinya atau rekening pertama telah direditir.

1.2 Administrasi pos bertanggung jawab atas informasi yang salah diberikan olehnya sehingga menyebabkan tidak dibayarkannya wesel pos atau kesalahan dalam pelaksanaan pengiriman dana. Tanggung jawab mencakup pula kesalahan konversi dan kesalahan penyaluran.



### 1.3 Administrasi pos dibebaskan dari tanggung jawab:

- 1.3.1 untuk keterlambatan yang terjadi dalam penyaluran, pengiriman dan pembayaran instrumen dan wesel;
  - 1.3.2 apabila mereka tidak dapat mempertanggung-jawabkan pelaksanaan pengiriman uang disebabkan oleh musnahnya arsip karena keadaan terpaksa, kecuali bila tanggung jawab mereka dapat dibuktikan sebaliknya;
  - 1.3.3 apabila pembayar tidak mengajukan tuntutan dalam jangka waktu sebagaimana ditentukan dalam pasal 19;
  - 1.3.4 apabila masa berlaku wesel pos di negara penerbit telah berakhir.
- 1.4 Dalam hal pembayaran kembali, tanpa memperhatikan sebab pengembalian tersebut, besar uang yang dibayarkan kembali kepada pengirim tidak boleh melebihi besar uang yang telah dibayarnya atau besar uang yang didebitir dari rekeningnya.
- 1.5 Para administrasi pos boleh juga bersepakat antara mereka untuk menerapkan persyaratan tanggung jawab yang lebih luas yang sesuai dengan kebutuhan pelayanan internal mereka.
- 1.6 Syarat-syarat bagi penerapan prinsip tanggung jawab dan, khususnya, masalah-masalah penetapan tanggung jawab, pengembalian jumlah-jumlah yang terhutang, tuntutan balik, waktu yang diperkenankan untuk pembayaran dan restitusi kepada administrasi yang telah membayarkan ganti rugi adalah seperti yang ditetapkan dalam Peraturan.

## Bab V

### Jaringan Elektronik

#### Pasal 21

##### Aturan umum

1. Untuk penyaluran pembayaran-pembayaran melalui sarana elektronik, para administrasi pos menggunakan jaringan UPU atau jaringan lainnya yang memungkinkan pengiriman yang cepat, terpercaya dan aman.

2. Pelayanan keuangan elektronik UPU diatur antara administrasi pos berdasarkan persetujuan bilateral. Aturan operasional umum bagi pelayanan keuangan elektronik UPU tunduk kepada ketentuan Akta-akta Perhimpunan yang bertalian.

## Bab VI

### Ketentuan Lain-lain

#### Pasal 22

##### Permohonan Membuka Rekening Giro di Luar Negeri

1. Bila rekening giro atau rekening lainnya dibuka di luar negeri, atau suatu produk keuangan dimohonkan untuk luar negeri, organisasi-organisasi pos negara-negara pihak Persetujuan ini setuju untuk memberikan bantuan dalam permohonan untuk produk-produk tersebut.
2. Para Pihak boleh bersepakat secara bilateral atas bantuan yang dapat mereka berikan satu dengan yang lainnya dalam prosedur rinci bagi permohonan tersebut, dan atas biaya untuk pemberian bantuan demikian.

## Bab VII

### Ketentuan penutup

#### Pasal 23

##### Ketentuan penutup

1. Konvensi berlaku, di mana perlu, secara analogi, dalam semua hal yang tidak secara tegas diatur dalam Persetujuan ini.
2. Pasal 4 Konstitusi tidak berlaku bagi Persetujuan ini
3. Persyaratan persetujuan terhadap usul-usul mengenai Persetujuan ini dan Peraturan.
  - 3.1 Untuk dapat diberlakukan, usul-usul diajukan kepada Kongres mengenai Persetujuan ini harus disetujui oleh mayoritas negara-negara anggota yang hadir dan memberikan suara YANG MENJADI Pihak Persetujuan dan memiliki hak suara. Sekurang-kurangnya setengah negara-negara anggota

yang diwakili pada Kongres **dan memiliki hak suara** harus hadir pada saat pemungutan suara.

- 3.2 Untuk dapat diberlakukan, usul-usul mengenai Peraturan dari Persetujuan ini oleh mayoritas anggota-anggota Dewan Operasi Pos yang menjadi Pihak Persetujuan **dan memiliki hak suara**.
- 3.3 Untuk dapat diberlakukan, usul-usul yang diajukan antara dua Kongres mengenai Persetujuan ini harus diperoleh :
  - 3.3.1 dua per tiga suara, sekurang-kurangnya setengah negara-negara anggota **yang menjadi pihak** Persetujuan **dan memiliki hak suara** telah **turut serta dalam pemungutan suara**, jika menyangkut penambahan ketentuan baru;
  - 3.3.2 mayoritas suara, sekurang-kurangnya setengah negara-negara anggota **yang menjadi pihak** Persetujuan **dan memiliki hak suara** telah **turut serta dalam pemungutan suara**, jika menyangkut amandemen terhadap ketentuan Persetujuan ini;
  - 3.3.3 mayoritas suara, jika menyangkut tafsiran terhadap ketentuan Persetujuan ini.
- 3.4 Meskipun adanya ketentuan tersebut pada 3.3.1, setiap negara anggota yang peraturan perundang-undangan nasionalnya masih belum sejalan dengan penambahan yang diusulkan, boleh membuat pernyataan tertulis yang disampaikan kepada Direktur Jenderal Biro Internasional dalam jangka waktu 90 hari sejak tanggal pemberitahuan tentang penambahan ketentuan baru tersebut, yang menyatakan bahwa negara tersebut tidak dapat menerima penambahan dimaksud.

4 Persetujuan ini mulai berlaku tanggal **1 Januari 2006** dan akan tetap berlaku hingga berlakunya Akta-Akta Kongres berikutnya.

Sebagai bukti, para wakil berkuasa penuh Pemerintah negara-negara pihak telah menandatangani Persetujuan ini dalam sebuah naskah asli yang disimpan oleh Direktur Jenderal Biro Internasional. Salinan naskah asli tersebut dikirimkan kepada masing-masing pihak oleh **Biro Internasional Perhimpunan Pos Sedunia**.

Dibuat di **Bucharest, 5 Oktober 2004**.

---

# Postal Payment Services Agreement

The undersigned, plenipotentiaries of the Governments of the member countries of the Union, having regard to article 22.4, of the Constitution of the Universal Postal Union concluded at Vienna on 10 July 1964, have, by common consent and subject to article 25.4, of the Constitution, drawn up the following Agreement.

## Chapter I

### Preliminary provisions

#### Article 1

##### Purpose of the Agreement and products concerned

1 This Agreement shall govern all the postal services for the transfer of funds. The contracting countries shall mutually agree on the products in the present Agreement which they intend to introduce in their reciprocal relations.

2 Non-postal organizations may participate, through the postal administration, the giro service or an organization operating a postal funds transfer network, in the exchanges governed by the provisions of this Agreement. Such organizations shall come to an agreement with the postal administration of their country to ensure full implementation of all clauses of the Agreement and under such agreement shall exercise rights and perform duties as postal administrations defined by this Agreement. The postal administration shall act as their intermediary in their relations with the postal administrations of the other contracting countries and with the International Bureau. Should a postal administration not provide financial services as described in this Agreement, or should the quality of service not match customer requirements, postal administrations may cooperate with non-postal organizations in that particular country.

3 **Member countries shall provide the International Bureau, within six months following the end of the Congress, with the name and address of the governmental body responsible for supervising the postal financial services and the name and address of the operator or operators officially designated to operate the postal financial services and to fulfil the obligations arising out of the Acts of the Union on their territory.**

3.1 **Member countries shall provide the International Bureau, within six months following the end of the Congress, with the contact details of the persons responsible for the operation of the postal financial services and the inquiry service.**

3.2 **Between Congresses, changes in the governmental bodies and the officially designated operators and persons responsible should be notified to the International Bureau as soon as possible.**

---

4 The following postal payment products are regulated in the present Agreement:

4.1 postal money orders including cash-on-delivery (COD) money orders;

4.2 transfers between accounts.

5 Other services can be provided on the basis of bilateral or multilateral agreements between or among the postal administrations concerned.

## Chapter II

### Postal money orders

#### Article 2

##### Definition of the product

1 Ordinary money order

1.1 The ordering customer hands over funds at a post office counter or orders his account to be debited and requests outpayment of the full amount without any deduction to the payee in cash.

2 Inpayment money order

2.1 The ordering customer hands over funds at a post office counter and requests that they be paid without any deduction into the payee's account operated by a postal administration or to an account operated by other financial organizations.

3 Cash-on-delivery money order

3.1 The receiver of a "cash-on-delivery item" hands over funds or orders his account to be debited and requests outpayment of the full amount without any deduction to the sender of the "cash-on-delivery item".

#### Article 3

##### Depositing of orders

1 In the absence of a special agreement, the amount of the postal money order shall be expressed in the currency of the destination country.

2 The issuing postal administration shall fix the conversion rate of its currency into that of the destination country.

3 The maximum amount of the postal money order shall be fixed bilaterally.

4 The issuing postal administration shall be entirely free to specify the documents and methods for depositing the postal money order. If the money order is to be transferred by mail, only the forms provided for in the Regulations shall be used.

#### Article 4

##### Charges

1 The issuing postal administration shall freely decide the charges to be collected at the time of issue.

---

2 Postal money orders exchanged between a contracting country and a non-contracting country, through the intermediary of a country party to this Agreement, may be subjected by the intermediary postal administration to an additional charge determined by the latter on the basis of the costs generated by the operations it carries out; the amount of this charge shall be agreed upon between the postal administrations concerned and deducted from the amount of the postal money order. However, this charge may be collected from the sender and allocated to the postal administration of the intermediary country if the postal administrations concerned have so agreed.

3 Documents, instruments and payment orders pertaining to transfers of postal funds exchanged between postal administrations by post under the terms of articles RL 110 and 111 shall be exempt from all charges.

#### Article 5

##### Obligations of the issuing postal administration

1 The issuing postal administration shall meet the service standards stipulated in the Regulations in order to provide satisfactory services to the customers.

#### Article 6

##### Transmission of orders

1 Money order exchanges shall be carried out by means of the electronic networks provided for by the International Bureau of the UPU or by other organizations.

2 Electronic exchanges shall be carried out by dispatch sent directly to the paying office or to an office of exchange. The security and the quality of the exchanges must be guaranteed, either by the technical specifications relative to the networks used, or by bilateral agreement between the postal administrations.

3 Postal administrations may agree to exchange money orders by means of paper-based forms, provided for in the Regulations, and sent by priority mail.

4 Postal administrations may agree to use other means of exchange.

#### Article 7

##### Treatment in the destination country

1 Postal money orders shall be paid according to the regulations of the destination country.

2 As a general rule, the whole amount of the postal money order shall be paid to the payee; optional charges may be collected if the latter requests supplementary special services.

3 The validity of electronic postal money orders shall be fixed according to bilateral agreements.

4 The validity of paper-based postal money orders shall extend, as a general rule, until the end of the first month following the month of issue.

5 After the period specified above, an unpaid postal money order shall be sent back immediately to the issuing postal administration.

---

## Article 8

### Remuneration of the paying postal administration

- 1 For each postal money order paid, the issuing postal administration shall allocate to the paying postal administration a remuneration, the rate of which shall be fixed in the Regulations.
- 2 Instead of the flat rate set out in the Regulations, postal administrations may agree on different remuneration rates.
- 3 Transfers of funds made free of charge shall give rise to no remuneration.
- 4 When the postal administrations concerned agree, transfers of aid funds exempted from charges by the issuing postal administration may be exempted from remuneration.

## Article 9

### Obligations of the paying postal administration

- 1 The paying postal administration shall meet the service standards stipulated in the Regulations in order to provide satisfactory services to the customers.

## Chapter III

### Postal transfers

## Article 10

### Definition of the product

- 1 The holder of a postal account asks for an amount to be debited from his account and credited to the payee's account operated by the postal administration or to another account through the postal administration of the destination country.

## Article 11

### Depositing of orders

- 1 The amount of the transfer shall be expressed in the currency of the destination country or in any other currency according to agreement between issuing and receiving postal administrations.
- 2 The issuing postal administration shall fix the conversion rate of its currency into the one of that expressed in the transfer.
- 3 The amount of the transfers shall be unlimited, unless the postal administrations concerned decide otherwise.
- 4 The issuing postal administration shall be entirely free to specify the documents and methods for the issuing of transfers.

---

Article 12  
Charges

1 The issuing postal administration shall freely decide the charge to be collected at the time of issue. To this principal charge, it shall add any charges pertaining to special services rendered to the sender.

2 Transfers of funds exchanged between a contracting party and a non-contracting party, through the intermediary of a country party to this Agreement, may be subjected by the intermediary administration to an additional amount. The amount of this charge shall be agreed between the administrations concerned and deducted from the amount of the transfer. However, this charge may be collected from the sender and allocated to the administration of the intermediary country if the postal administrations concerned have so agreed.

3 Documents, instruments and payment orders pertaining to postal fund transfers exchanged between postal administrations by mail under the terms of articles RI, 110 and 111 shall be exempt from all charges.

Article 13  
Obligations of the issuing postal administration

1 The issuing postal administration shall meet service standards stipulated in the Regulations in order to provide satisfactory services to the customers.

Article 14  
Transmission of orders

1 Transfers shall be carried out by means of the electronic networks provided for either by the International Bureau of the UPU or by other organizations, on the basis of technical specifications adopted by the administrations concerned.

2 The security and the quality of the exchanges must be guaranteed, either by the technical specifications relative to the networks used, or by bilateral agreement between the issuing and paying postal administrations.

3 Postal administrations may agree to exchange transfers by means of paper-based forms, provided for in the Regulations, and sent by priority mail.

4 Postal administrations may agree to use other means of exchange.

Article 15  
Treatment in the destination country

1 Incoming transfers shall be treated according to the regulations of the destination country.

2 As a general rule, the fees in the destination country shall be paid for by the beneficiary; however, this charge could be collected from the sender and allocated to the postal administration of the destination country, according to bilateral agreement.



---

## Article 16

### Remuneration of the paying postal administration

- 1 For each transfer, the paying postal administration may request payment of an arrival charge. This charge may either be debited to the payee's account or taken care of by the issuing postal administration by debiting its liaison account.
- 2 Transfers of funds made free of charge shall give rise to no remuneration.
- 3 When the postal administrations concerned agree, transfers of aid funds exempted from charges by the issuing postal administration may be exempted from remuneration.

## Article 17

### Obligations of the paying postal administration

- 1 The paying postal administration shall meet the service standards stipulated in the Regulations in order to provide satisfactory services to the customers.

## Chapter IV

### Liaison accounts, monthly accounts, inquiries, liability

## Article 18

### Financial relations between participating postal administrations

- 1 Postal administrations shall agree with one another on the technical methods to be used for settling their debts.
- 2 Liaison accounts
  - 2.1 **As a general rule**, where postal administrations have a giro institution, each shall cause to be opened in its name with the corresponding administration a liaison account, by means of which shall be settled mutual debts and claims resulting from exchanges made through the transfer and money order services and any other operations that the postal administrations may agree to settle by this means.
  - 2.2 Where the postal administration of the destination **country** does not have a giro system, the liaison account may be opened with another postal administration.
  - 2.3 Postal administrations may agree to settle their financial exchanges through designated administrations by multilateral agreement.
  - 2.4 If the liaison account is overdrawn, interest, the rate of which is set in the Regulations, shall be payable on the amounts owing.
  - 2.5 Interest yield on the outstanding balance of the liaison account shall be permitted.
- 3 Monthly accounts
  - 3.1 In the absence of a liaison account, each paying postal administration shall prepare for each issuing postal administration a monthly account showing the sums paid for money orders. The monthly accounts shall be incorporated, periodically, in a general offset account giving rise to the determination of a balance.
  - 3.2 The settlement of accounts may also be made on the basis of monthly accounts, without offsetting.

4 No unilateral measure, such as a moratorium, prohibition of transfer, etc., may impinge upon the provisions of this article and those of the Regulations stemming therefrom.

#### Article 19

##### Inquiries

1 Inquiries shall be entertained within a period of six months from the day after that on which the postal money order was posted or the transfer was executed.

2 Postal administrations shall have the right to collect from customers charges on inquiries in regard to postal money orders or transfers.

#### Article 20

##### Liability

1 Principle and extent of liability

1.1 The postal administration shall be liable for the sums paid in at the counter or debited against the payer's account until such time as the money order has been duly paid or the payee's account has been credited.

1.2 The postal administration shall be liable for erroneous information supplied by it which has caused either non-payment or errors in execution of the transfer of funds. Liability shall extend to errors of conversion and transmission errors.

1.3 The postal administration shall be relieved of all liability:

1.3.1 for delays that may occur in the transmission, dispatch and payment of instruments and orders;

1.3.2 when, owing to the destruction of official records by a force majeure, they cannot account for the execution of a transfer of funds, unless proof of their liability is otherwise produced;

1.3.3 when the payer has made no claim within the period prescribed in article 19;

1.3.4 when the prescription period for money orders in the issuing country has expired.

1.4 In the case of a refund, regardless of the reason for it, the amount refunded to the sender may not exceed the amount that he paid in or that was debited from his account.

1.5 Postal administrations may also agree among themselves to apply broader conditions of liability suited to the requirements of their internal services.

1.6 The conditions for applying the principle of liability and, in particular, questions of the determination of liability, refund of amounts owing, recourse, time allowed for payment and reimbursement to the administration that paid the indemnity shall be those laid down in the Regulations.

## Chapter V

### Electronic networks

#### Article 21 General rules

- 1 For the transmission of payments by electronic means, postal administrations shall use the UPU network or any other network which permits fast, reliable and secure transfers.
- 2 UPU electronic financial services shall be regulated between postal administrations on the basis of bilateral agreements. The general operating rules for UPU electronic financial services shall be subject to the appropriate provisions of the Acts of the Union.

## Chapter VI

### Miscellaneous provisions

#### Article 22 Application to open a giro account abroad

- 1 **When a giro account or another account is opened abroad, or a financial product is applied for abroad, the postal organizations of the countries party to this Agreement shall agree to provide assistance in the application of those products.**
- 2 **The parties may agree bilaterally on the assistance they can provide to each other in the detailed procedure for application, and on the charges for providing such assistance.**

## Chapter VII

### Final provisions

#### Article 23 Final provisions

- 1 The Convention shall be applicable, where appropriate, by analogy, in all cases not expressly governed by this Agreement.
- 2 Article 4 of the Constitution shall not apply to this Agreement.
- 3 **Conditions for approval of proposals concerning this Agreement and the Regulations.**
- 3.1 To become effective, proposals submitted to Congress relating to this Agreement must be approved by a majority of the member countries present **and voting** which are parties to the Agreement **and have the right to vote**. At least half of these member countries represented at Congress **and having the right to vote** must be present at the time of voting.

- 3.2 To become effective, proposals relating to the Regulations of this Agreement shall be approved by a majority of the members of the Postal Operations Council which are parties to the Agreement **and have the right to vote**.
- 3.3 To become effective, proposals introduced between two Congresses relating to this Agreement must obtain:
- 3.3.1 two thirds of the votes, at least one half of the member countries **which are parties** to the Agreement **and have the right to vote** having **taken part in the vote**, if they involve the addition of new provisions;
- 3.3.2 a majority of the votes, at least one half of the member countries **which are parties** to the Agreement **and have the right to vote** having **taken part in the vote**, if they involve amendments to provisions of this Agreement;
- 3.3.3 a majority of the votes, if they involve interpretation of the provisions of this Agreement.
- 3.4 Notwithstanding the provisions under 3.3.1, any member country whose national legislation is as yet incompatible with the proposed addition may, within 90 days from the date of notification of the latter, make a written declaration to the Director General of the International Bureau stating that it is unable to accept the addition.
- 4 This Agreement shall come into force on **1 January 2006** and shall remain in operation until the entry into force of the Acts of the next Congress.

In witness whereof, the plenipotentiaries of the governments of the contracting countries have signed this Agreement in a single original which shall be deposited with the Director General of the International Bureau. A copy thereof shall be delivered to each party by the **International Bureau of the Universal Postal Union**.

Done at **Bucharest** on **5 October 2004**.